

L'Étincelle



Pour la construction d'un parti des travailleurs communiste et révolutionnaire

PSA Poissy

Lundi 9 octobre 2017

Faire de la grève du 10 octobre une étape vers le « tous ensemble » !

En déplacement en Corrèze, Emmanuel Macron s'est quelque peu fait chahuter par les ouvriers de GM&S, un sous-traitant de l'automobile de la région, frappés par un plan de 157 licenciements. Il n'a pas trouvé mieux que de déclarer que plutôt que de « foutre le bordel », ces manifestants feraient mieux d'aller chercher un emploi. Début septembre, face aux premières manifestations contre ses ordonnances modifiant, au profit des patrons, le code du travail, il avait déjà traité les manifestants de « fainéants », « extrémistes » auxquels il ne céderait rien. Bref, il suffit qu'on descende dans la rue pour que Macron ne se tienne plus et affiche ouvertement sa morgue de président des riches. C'est qu'on est dans la bonne voie et qu'il est bien temps pour les travailleurs de « foutre le bordel » (pour reprendre le langage présidentiel) dans les projets du gouvernement et du patronat.

Amplifier la riposte

On a déjà commencé avec les manifestations des 12 et 21 septembre. On va continuer cette semaine avec les grèves et manifestations du mardi 10. Et ce n'est que le début.

Car pour les riches, Macron déplie le tapis rouge. Suppression de l'ISF et remplacement par un simple impôt sur l'immobilier. Après un tollé sur les yachts qui devaient aussi échapper à l'impôt sur la fortune, ceux-ci resteront peut-être soumis à une petite taxe. Mais ces baisses d'impôts sur la fortune devraient faire plus de 3 milliards de pertes pour l'État. Quand il s'agit de faire des cadeaux aux riches, on n'entend plus parler du déficit public. Par contre, il y avait urgence à réduire les APL !

Les ordonnances sur le Code du travail, c'est déjà plus de liberté pour les patrons pour licencier et pour passer outre les quelques protections prévues par le Code du travail.

Et le gouvernement n'entend pas en rester là : pour les prochaines semaines il annonce déjà d'autres attaques sur l'Assurance chômage et la Sécurité sociale, la hausse de la CSG, etc.

Rien à attendre des parlottes

Passons sur les négociations qui commenceraient jeudi sur ces sujets, où le gouvernement a déjà bouclé ses plans. Certaines directions syndicales se prêteront peut-être au jeu, voire trouveront qu'il y a du bon dans les réformes de Macron. Comme Mailly le disait au sujet des ordonnances. Mal lui en a pris,

puisque bien des militants syndicaux de Force ouvrière l'ont désavoué et ont participé aux manifestations. Ce qui est sûr, c'est qu'il n'y a rien à attendre de ces discussions dans les ministères.

La journée du 10 octobre nous concerne tous

Ce mardi 10 octobre, tous les syndicats de la Fonction publique appellent à la grève, notamment sur la question des salaires bloqués et des 120 000 suppressions de postes annoncées par Macron.

Les directions des confédérations se sont refusées à faire de cette journée une journée de mobilisation pour tous les salariés. Mais dans plusieurs entreprises des militants ou structures syndicales ont appelé à y participer, au-delà des seuls agents publics.

Salaires, suppressions d'emplois, cela nous concerne tous. Toutes les attaques du gouvernement et du patronat forment un ensemble. C'est tout le monde du travail qui est visé, qu'on soit du privé ou du public, en activité, en retraite ou au chômage.

Cette journée va permettre à de nombreux salariés de montrer leur colère contre les plans du gouvernement. Elle doit marquer un nouveau pas dans la riposte qu'il faut construire : un mouvement d'ensemble à la hauteur des attaques de Macron. Il ne faut pas rester divisés, un jour une catégorie, le lendemain une autre.

Dès maintenant, il faut saisir chaque occasion pour aller dans ce sens.

Vitesse et précipitation

Jeudi dernier, une D34 est passée par erreur en cabine de peinture, cela a entraîné une collision et une pagaille dans la gestion informatique. Résultat : plus de 12 heures de panne au RAPPY qui ont paralysé l'usine. La direction a annoncé un samedi obligatoire pour l'équipe 12 et un dimanche obligatoire pour l'équipe C. La direction fait ses essais précipitamment entre 2 séances de production en semaine, pas étonnant qu'elle se prenne les pieds dans le tapis.

Mais ce n'est pas aux salariés d'en supporter les conséquences.

Elle bazarde les compteurs quand ça l'arrange

Suite à la panne de la Peinture de jeudi, la direction paie la séance entière de dimanche soir. Elle accorde une prime de près de 15 € de « prévenance tardive » et une autre équivalente au titre de « 2^e séance » du dimanche imposée dans le même mois (c'est le 4^e dimanche travaillé en près d'un mois !).

Quand elle a besoin de véhicules, la direction n'hésite pas à mettre les moyens pour nous faire venir (pas de compteur modulation de 0h00 à 5h30) et à lâcher près de 30 € de prime.

Mépris affiché

Pour mi-octobre, la direction demande aux salariés de l'équipe de nuit de remplir une feuille de souhaits pour leurs passages de 3 semaines en novembre, en 12 ou en 22. Elle ne s'engage à leur répondre que 2 semaines avant la suspension de l'équipe de nuit. Le délai de prévenance est ridicule, pour beaucoup ça va être la galère pour s'organiser dans leur vie privée. Au mépris bien volontaire de la direction, il n'y a qu'une réponse : s'organiser pour préparer une riposte collective, tous secteurs confondus.

PSA : Pompe à fric

En novembre, pendant les 3 semaines de suspension d'équipe de nuit, la direction va faire faire des formations plus ou moins bidon aux salariés des 3 équipes. Pour PSA c'est une bonne occasion de récolter de l'argent de l'État (c'est-à-dire de nos impôts) dans le cadre de l'aide à la formation.

3 semaines d'arrêt de production en équipe de nuit, ça revient à une semaine d'arrêt total de production pour l'usine. C'est un moyen de réduire son stock de voiture avant la fin de l'année pour payer moins d'impôt. Une nouvelle manière de faire du chômage fiscal, avec la bienveillance du gouvernement Macron comme des précédents.

L'usine du (sombre) futur

En suspendant l'équipe de nuit 3 semaines en novembre, la direction prépare la modification de l'organisation du travail sur toute l'usine. Elle veut intensifier la polyvalence sur les chaînes et la flexibi-

lité entre les UEP dans les 3 équipes : tout le monde doit bouger pour pouvoir réduire encore le personnel.

En avril prochain, la production passera de 55 véhicules/heures à 38. À l'avenir les salariés de l'équipe de nuit devront signer des avenants à leur contrat de travail, renouvelables tous les 6 mois voire moins, pour rester en nuit. Elle réfléchit encore à stopper cette équipe ou à la passer en temps partiel à 28h30 (-20 % du salaire). Hors de question de la laisser faire.

Profiteurs de profiteurs, de profiteurs...

À travail égal à PSA, les intérimaires sont moins payés que les CDI. Ceux qui arrivent au BTU ne sont payés comme mécano que 10,40 € (bruts) de l'heure et 11,60 € comme peintre. Ça fait des centaines d'euros par mois de moins qu'un CDI. PSA renvoie la faute sur l'intérim qui s'empresse de faire peser les conditions de PSA sur les intérimaires. Unissons-nous pour qu'on soit tous payés à travail égal, salaire égal !

La soirée Ferrero rocher bloque les ouvriers

Mardi soir, pendant une soirée de petits patrons au Forum Armand Peugeot, des participants mal garés ont bloqué le passage des cars de 20h. Les salariés ont poireauté 1h30 avant de pouvoir partir de l'usine.

PSA se défile en disant que c'est la mairie qui est responsable. Sauf que si ça avait été la production qui avait été entravée au commencement d'équipe, elle aurait fait dégager tout ce petit gratin mal stationné.

Il faut que PSA paye le temps d'attente en H+.

La Macronnerie de la semaine

Après avoir insulté les travailleuses de Gad (traitées d'« illettrées ») lorsqu'il n'était que ministre, puis parlé récemment « des gens qui ne sont rien » qu'on croise paraît-il dans les gares, le nouveau président des riches a déversé son mépris de classe sur les salariés licenciés de GM&S : « certains, au lieu de foutre le bordel, ils feraient mieux de regarder s'ils ne peuvent pas avoir des postes là-bas ».

Sauf que « là-bas », c'est une fonderie qui recrute 18 salariés dans des métiers différents de ceux des 157 licenciés de GM&S, à 200 kilo- mètres, deux heures de route de l'usine qui licencie, « une broutille en métro », ironise un ouvrier.

Free : répression dans les centres d'appels

Chasse aux syndicalistes, salariés fichés, rythme de travail effréné, bas salaires, licenciements arbitraires : ces abus, relevés par plusieurs enquêtes menées dans les centres d'appels de la multinationale Free, ont été dénoncés par l'hebdomadaire *Politis* et une émission récente de « Cash Investigation » sur France 2. Pourtant, la directrice des centres d'appels de Free prétend que le personnel travaille dans un « environnement enchanteur ». Pour le patron de Free et les actionnaires, c'est sûrement vrai. Pour ceux qu'ils exploitent brutalement, c'est plutôt l'enfer.